

**ESPIONNAGE** La NSA avait une attention particulière pour les présidents français Hollande, Chirac et Sarkozy.

# «Une espèce de boulimie d'écoute»

## LE CONTEXTE

La France a dénoncé hier un espionnage «inacceptable entre alliés», après la révélation par le quotidien «Libération» et le site d'informations «Médiapart» de la mise sur écoute par les Etats-Unis de François Hollande et ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BLANDINE LE CAIN

Pour Éric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, les révélations d'écoutes américaines de présidents français ne sont pas surprenantes et s'inscrivent dans une politique de renseignement américain en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

**Qu'apprend-on avec les révélations de «Libération» et «Médiapart» sur les écoutes américaines de présidents français?**

En réalité, il n'y a strictement rien de nouveau. Nous savons que les Américains nous écoutent de manière constante depuis le général de Gaulle, même s'il y a eu des variations. Quand François Mitterrand a été élu, en 1981, les communistes ont fait leur entrée au gouvernement. Toutes les écoutes étaient dirigées vers la France, pays allié de l'Otan dans lequel des communistes arrivaient au pouvoir!

Nous avons également été particulièrement écoutés à partir de 2003 et notre refus de nous engager dans la guerre en Irak. Avec Nicolas Sarkozy, la France est pourtant revenue dans le giron de l'Otan et reste avec François Hollande plus proche des États-Unis qu'elle ne l'était par le passé. Ce qui n'empêche pas les écoutes.

**Pourquoi justement écouter des présidents et personnalités politiques françaises alors que la relation franco-américaine s'est renforcée?**

Les écoutes des États-Unis visent leurs alliés ne sont pas quelque chose de nouveau. Depuis 1945, les USA sont dans une lo-



Le président François Hollande – ici en compagnie de Gérard Larcher, président du Sénat, et Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères – a rappelé à Washington les engagements pris à la suite de premières révélations de Wikileaks et de médias européens, en 2013. KEYSTONE

«Il n'y a strictement rien de nouveau. Nous savons que les Américains nous écoutent depuis le général de Gaulle.»

ÉRIC DENÉCÉ CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT

gique de plus en plus hégémonique, de domination mondiale, ils écoutent tout ce qu'ils peuvent écou-ter; ils sont en fait dans une espèce de boulimie d'écoute.

Cela s'est accentué avec le Patriot Act, qui a engendré, sur le plan intérieur, de nombreuses atteintes aux libertés individuelles. Et au niveau international, il y a eu un accroissement absolument considérable des écoutes. Or, sur le plan intérieur, les possibilités d'actions du Patriot Act sont actuellement retirées petit à petit par le Congrès, avec l'aval de la Maison Blanche. Mais cela ne s'est, en revanche, pas du tout réduit en ce qui concerne l'international, qui sert en quelque sorte de compensation.

**ne semble avoir été mise au jour?**

Ceux qui disent qu'on n'apprend rien de fondamental n'en savent rien, cela dépend de ce qui est révélé. Les États-Unis n'écoutent pas dans le seul intérêt de découvrir des secrets d'État, ils portent également un intérêt dans les affaires personnelles.

Ces écoutes peuvent représenter un moyen de pression: imaginez que Thomas Thévenoud ou Jérôme Cahuzac (réd: poussés à la démission pour des questions

fiscales) soient encore au gouvernement et que les USA découvrent les affaires dans lesquelles ils sont impliqués, alors que le gouvernement français les ignore. Ces informations peuvent constituer un moyen de pression dans des réunions très officielles telles que le G7.

**Si la révélation d'écoutes ne constitue pas une surprise, est-ce à dire que tous les pays s'écou- tent mutuellement de la même manière, y compris la France?**

Non, aucun pays n'a de politique d'écoute comparable à celle des États-Unis. Cela ne veut pas dire qu'ils sont les seuls à disposer des méthodes qu'ils utilisent. Nous avons par exemple les mêmes moyens techniques, mais pas les mêmes moyens matériels. Les États-Unis interceptent beaucoup de choses, car ils ont les capacités de décrypter et de stocker. Ils ne traitent pas nécessairement toutes les données mais ils sont en mesure de le faire.

Pour résumer, ils écoutent partout, tout le temps, tout le monde. De notre côté, nous n'avons heureusement pas les moyens d'écouter toute notre population. Les prises de renseignement sont ciblées: sur le terrorisme, les conflits, le Sahel...

En ce qui concerne nos alliés, nous ne les suivons pas en permanence comme le font les USA, ce qui ne veut pas dire qu'aucun dispositif d'écoute n'est mis en place. Certains existent afin de permettre un déploiement plus important de façon rapide en cas de besoin, en connaissant déjà les fréquences, les modes de communications utilisés...

En-dehors des États-Unis, on peut chiffrer à une petite dizaine le nombre de pays capables de mettre en place les mêmes techniques d'écoute, parmi lesquels la Grande-Bretagne, la Russie, l'Inde, le Japon ou l'Allemagne. Encore une fois, cela n'est pas nouveau. D'ailleurs, de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1940, la France était parmi les leaders des écoutes, si ce n'est le leader mondial. ● LE FIGARO

## Et les conseillers fédéraux dans tout ça?

Les conseillers fédéraux évoquent-ils le secret bancaire, l'avion de transport ou les accords Rubik et commandent-ils leurs pizzas sur des natsels cryptés? Le secret reste à percer. «Il est hors de question que l'on vous donne des indications sur les mesures de sécurité», sourit-on à la Chancellerie fédérale. On attendra une livraison Wikileaks alors? «Le matériel existe, il a été développé, il est disponible, mais son utilisation relève aussi des circonstances», indique, sous couvert de l'anonymat, un spécialiste des questions de sécurité. Employer du matériel sécurisé

implique «de satisfaire à des procédures d'identification et que votre correspondant utilise aussi le même type d'appareil», souligne Solange Ghernaoui, professeure à l'Université de Lausanne (Unil) et experte internationale en cybersécurité et cyberdémocratie. Les révélations de Wikileaks choquent, mais les écoutes ont toujours existé. Elles sont juste «facilitées par les outils numériques et la communication extensive», poursuit le spécialiste. Elles sont aussi le reflet de l'hyperspissance américaine qui tient à être au courant de tout, partout, tout

le temps, en temps réel pour préserver des avantages politiques, économiques ou diplomatiques. Car gouverner c'est aussi savoir. Mais, mais, mais...

«Cette attitude reflète aussi la loi du plus fort. Elle comporte quelque chose de déstabilisant et de dommageable car elle signifie que la confiance n'existe pas entre alliés. Et cela montre aussi que le numérique est en train de construire une société de défiance», analyse-t-elle. Vous n'avez pas demandé la NSA? Qu'importe, «please hold the line», comme on dit à Washington ● PHV

## GOLAN Blessés lynchés par des Druzes

Deux blessés syriens se sont fait lyncher par des Druzes sur le Golan, occupé par Israël. Un est mort, l'autre dans un état critique. Les assaillants ont tiré les blessés de l'ambulance parce qu'ils étaient convaincus qu'il s'agissait de rebelles ayant combattu en Syrie. Cet acte illustre l'inquiétude et la colère qui habitent les Druzes du côté israélien. Un temps à l'écart des combats, les Druzes de Syrie sont désormais pris en étau par des groupes rebelles et djihadistes alors qu'ils sont traditionnellement partisans du régime d'al-Assad. ● ATS

## ÉTATS-UNIS Drapeau confédéré banni des commerces

l'émotion provoquée par la tuerie de Charleston a convaincu les grandes enseignes américaines de distribution de bannir le drapeau confédéré, emblème polémique du passé esclavagiste américain. Suivant l'exemple du géant Wal-Mart, des groupes comme Amazon, Google, Sears Holding Corp ou eBay Inc ont annoncé dans un même élan le retrait de tous les produits liés au drapeau rouge et bleu à treize étoiles Les principaux fabricants du drapeau ont déclaré qu'ils mettaient fin à la production de cet emblème. ● ATS

## YÉMEN Violents raids contre les rebelles

L'aviation de la coalition conduite par l'Arabie saoudite a lancé, dans la nuit de mardi à hier, ses plus violents raids depuis le début du ramadan contre des positions des rebelles au Yémen. Les forces fidèles au président en exil ont, pour leur part, repris mardi l'un des quatre postes frontaliers contrôlés par les miliciens chiites Houthis. Par ailleurs, selon des témoins, des milliers de civils ont convergé vers un point de passage vers l'Arabie Saoudite, pour fuir le pays et les violents combats qui s'y déroulent. ● ATS

## MIGRANTS L'ONU invite les Européens à accueillir les Erythréens sans restriction

Les Erythréens qui fuient leur pays par milliers chaque mois ont droit à bénéficier d'une protection comme réfugiés en Europe, a affirmé hier l'ONU. Des exactions équivalent à des crimes contre l'humanité sont perpétrées par les autorités d'Asmara. «Ceux qui croient que les Erythréens partent seulement pour des raisons économiques ignorent le triste bilan du pays en matière de droits humains», a affirmé le président de la commission d'enquête, l'Australien Mike Smith. Pour la commission, l'Erythrée est «un Etat totalitaire qui contrôle la population par l'intermédiaire d'un vaste appareil sécuritaire dans tous les secteurs de la société». Le gouvernement est responsable d'exécutions sommaires, d'esclavage sexuel et de travail forcé, et les jeunes sont soumis à un service militaire d'une durée illimitée. ● ATS

## NIGERIA Kamikaze de 12 ans dans un marché

Au moins 42 personnes ont été tuées par des membres présumés de Boko Haram lors de deux attaques dans le nord-est du Nigeria, selon des habitants. Dix autres personnes ont été victimes d'un attentat dans un marché mardi. Une fillette à peine âgée de 12 ans se serait fait exploser. Aucun des attentats n'a été revendiqué, mais le groupe islamiste, dont les violences ont fait plus de 15 000 morts depuis 2009, a souvent pris pour cible des gares de bus et des marchés par le passé ou a recours à des enfants kamikazes. ● ATS